



WEBINAIRE

QUI DÉCIDE DE L'AVENIR DU WEB ?

DÉFIS ET OPPORTUNITÉS DE LA GOUVERNANCE D'INTERNET

📅 Mercredi 15 Juillet 2026

🕒 15h30 – 17h00

💻 En ligne



Pr. Ahmath Bamba MBACKE

ENSEIGNANT-CHERCHEUR

École Supérieure Polytechnique

PRÉSIDENT

ISOC Chapitre Sénégal



Pr. Alex CORENTHIN

PIONNIER DE L'INTERNET

au SÉNÉGAL

MEMBRE FONDATEUR

ISOC Chapitre Sénégal

ORGANISÉ PAR INTERNET SOCIETY CLUB ESP DAKAR



La Gouvernance de l'INTERNET

Qui décide de l'avenir du Web ?

Défis et opportunités de la gouvernance d'internet pour le Sénégal

Alex CORENTHIN / Ahmat Bamba Mbacké

15 juillet 2026 – Club ISOC / ESP Sénégal – Ecole Supérieure Polytechnique

C'est quoi la gouvernance d'internet

- Ce n'est pas un gouvernement unique, mais l'ensemble des règles, des normes et des processus qui permettent au réseau mondial de fonctionner de manière **stable, sécurisée et interconnectée**.
- *Internet n'appartient à personne, mais ses règles du jeu sont négociées en permanence par tout le monde.*

Elle repose sur 3 Piliers de Fonctionnement

Qui décide ?	Qu'est-ce qu'on gère ?	Comment décide-t-on ?
Le modèle multipartite (Multistakeholder)	Les ressources critiques	Le consensus global
• États & Gouvernements • Secteur privé (GAFAM, Télécoms) • Communauté technique (ICANN) • Société civile & Citoyens	• Les adresses IP • Les noms de domaine (.sn, .com) • La cybersécurité • Les câbles sous-marins	• Pas de vote purement politique • Approche Bottom-up (du bas vers le haut) • Normes techniques partagées

Rôle de l'ICANN (gestion du cœur technique)

ICANN (Internet Corporation for Assigned Names and Numbers).

- Son rôle est bien délimité : elle gère les identificateurs uniques du Web (les noms de domaine comme .sn, .com, et les adresses IP) pour s'assurer qu'Internet reste mondial, interconnecté et stable.

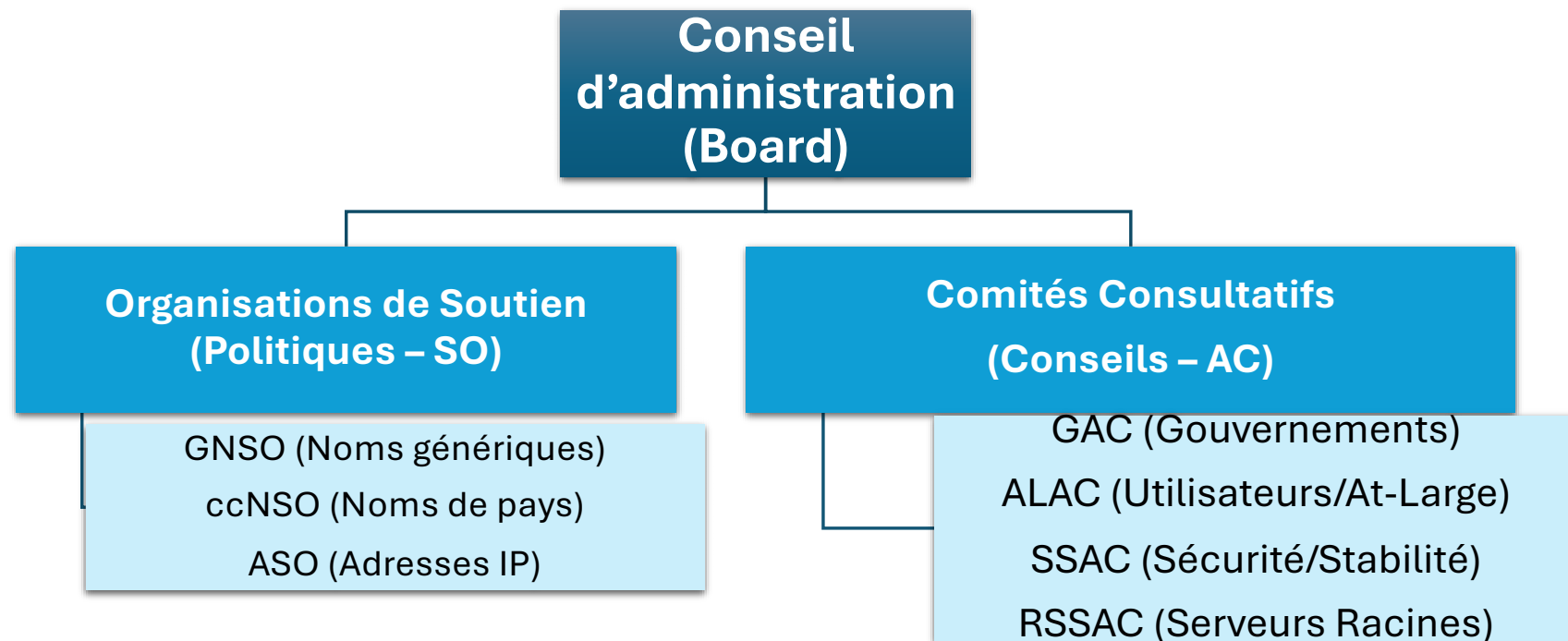
Le modèle multipartite (*Multistakeholder*)

- L'ICANN fonctionne selon un modèle politique bien précis qui s'appuie sur plusieurs instances internes interconnectées.
- Le modèle de l'ICANN repose sur le principe du **Bottom-Up (du bas vers le haut)** et du consensus. Contrairement à l'ONU où seuls les États votent, à l'ICANN, **tous les acteurs de l'écosystème ont une voix** : les gouvernements, les entreprises, les ingénieurs et les simples citoyens.

NB : Depuis la transition historique de la supervision de l'IANA en 2016, l'ICANN est totalement indépendante du gouvernement américain et s'auto-gouverne à travers sa communauté mondiale, guidée par son plan stratégique actuel.

Les instances de l'ICANN : Qui fait quoi ?

L'organisation de l'ICANN ressemble à une démocratie semi-matricielle et se divise en trois grands blocs : le Conseil d'administration, les Organisations de soutien (qui créent les règles) et les Comités consultatifs (les conseillers).



Le Conseil d'Administration (*ICANN Board*)

C'est l'instance décisionnelle finale.

Il est composé de **16 membres votants** (issus de différents horizons géographiques et techniques) et de **4 agents de liaison non votants**.

Le Board ne crée pas les règles ; il valide, rejette ou renvoie pour réexamen les politiques développées et votées par la communauté.

Les Organisations de Soutien (*Supporting Organizations - SO*)

Ce sont elles qui rédigent concrètement les politiques "techniques" du Net. Elles sont au nombre de trois :

- **La GNSO (*Generic Names Supporting Organization*)** : Elle gère les extensions génériques (.com, .org, .tech). C'est un espace de négociation intense entre les registres, les bureaux d'enregistrement et les titulaires de marques.
- **La ccNSO (*Country-Code Names Supporting Organization*)** : Elle rassemble les extensions nationales de pays (comme le .sn pour le Sénégal géré par le NIC Sénégal, ou le .fr pour la France). Elle coordonne les meilleures pratiques entre pays.
- **L'ASO (*Address Supporting Organization*)** : Elle s'occupe de la politique de distribution des adresses IP (IPv4 et IPv6) en lien avec les 5 registres Internet régionaux (comme l'AFRINIC pour l'Afrique).

Les Comités Consultatifs (*Advisory Committees - AC*)

Ils représentent les parties prenantes et donnent des avis formels au Conseil d'administration :

- **Le GAC (*Government Advisory Committee*)** : Il regroupe les représentants des gouvernements (dont le Sénégal). C'est là que les États expriment leurs préoccupations liées à la souveraineté nationale, la sécurité ou la loi.
- **L'ALAC (*At-Large Advisory Committee*)** : Il défend les intérêts des utilisateurs finaux d'Internet (les citoyens). N'importe quelle association tech locale peut rejoindre la structure "At-Large".
- **Le SSAC et le RSSAC** : Deux comités d'experts techniques ultra-spécialisés qui conseillent sur la sécurité, la stabilité de l'Internet et le fonctionnement des serveurs racines (les fondations du réseau).

ICANN : est-ce important de participer ?

Dans ce modèle de gouvernance, **la chaise vide se paie cher.**

Si :

- **les Etats (via le GAC),**
- **les ingénieurs (via l'ASO/AFRINIC) et**
- **la société civile (via l'ALAC)**

ne participent pas activement aux réunions de l'ICANN, les règles d'attribution des ressources internet de demain seront décidées sans prendre en compte les réalités du continent africain.

Internet Society (ISOC) : Le Gardien d'un Web Libre



La Mission d'ISOC : Promouvoir le développement, l'évolution et l'utilisation d'Internet au profit de tous les individus à travers le monde.

Sa devise historique : « **Internet est pour tout le monde** »

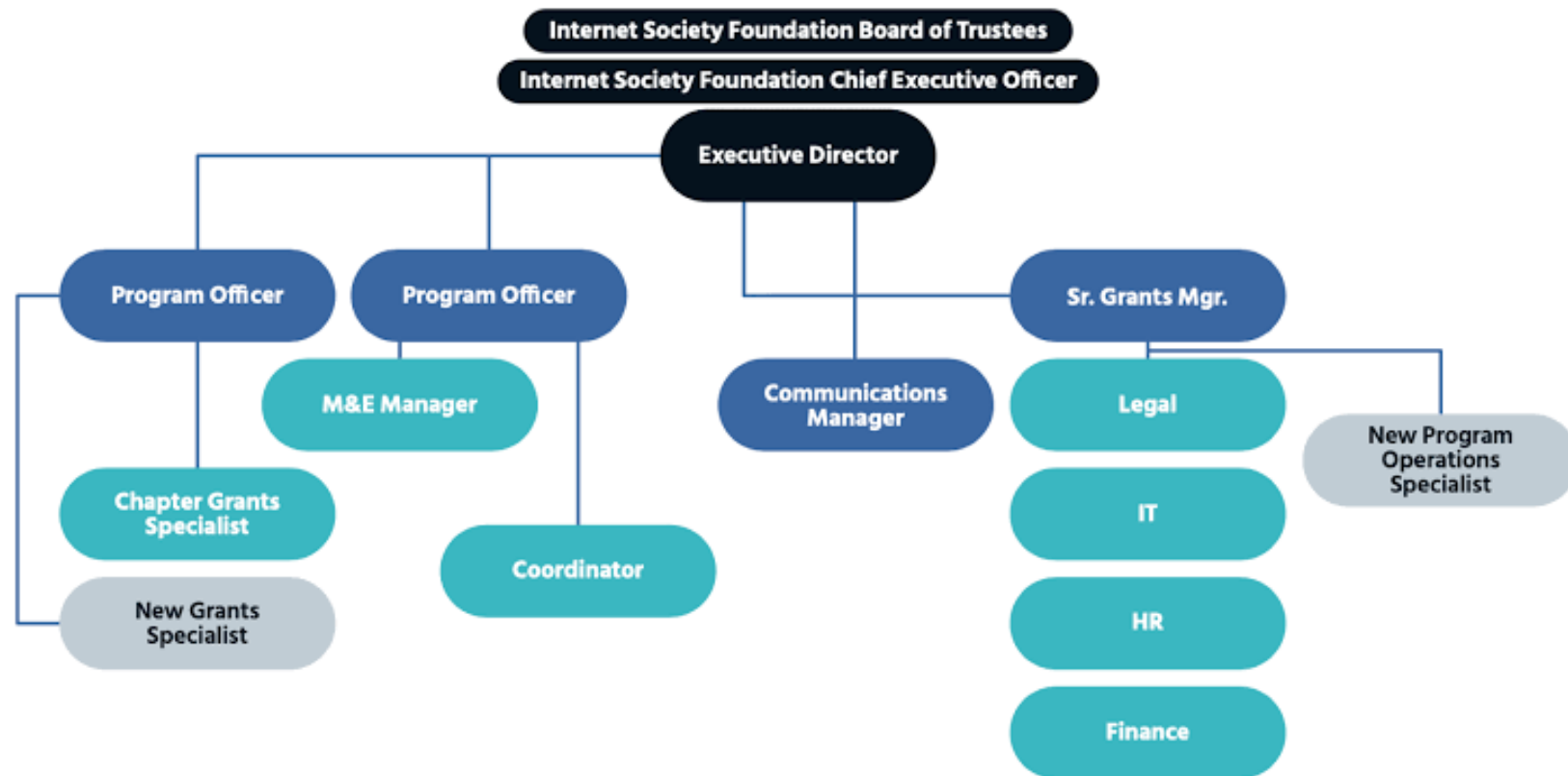
ISOC a élaboré un **cadre d'évaluation d'impact** (The Internet Impact Assessment Toolkit) qui permet d'analyser si une nouvelle **loi ou réglementation nationale** risque d'endommager par accident les fondations techniques de l'Internet mondial

<https://www.internetsociety.org/resources/internet-impact-assessment-toolkit/>

Internet Society (ISOC) : Les 3 piliers de fonctionnement

 Plaidoyer & Politique	 Support Technique	 Actions Locales
Défense du modèle ouvert	Maison mère de l'IETF	Le Chapitre ISOC Sénégal
• Lutte active contre les coupures d'Internet	• Finance et héberge l'IETF (Internet Engineering Task Force)	• Sensibilisation à la sécurité
• Promotion du chiffrement fort pour la vie privée	• Garantit la création des standards ouverts du Web (ex: protocoles IPv6, sécurité DNSSEC)	• Vulgarisation de la gouvernance locale
• Préservation de l'interopérabilité mondiale du réseau	• Propose des Nouveaux standards (RFC)	• Déploiement de réseaux communautaires pour réduire la fracture numérique

ISOC : du plaidoyer mondial à l'impact local

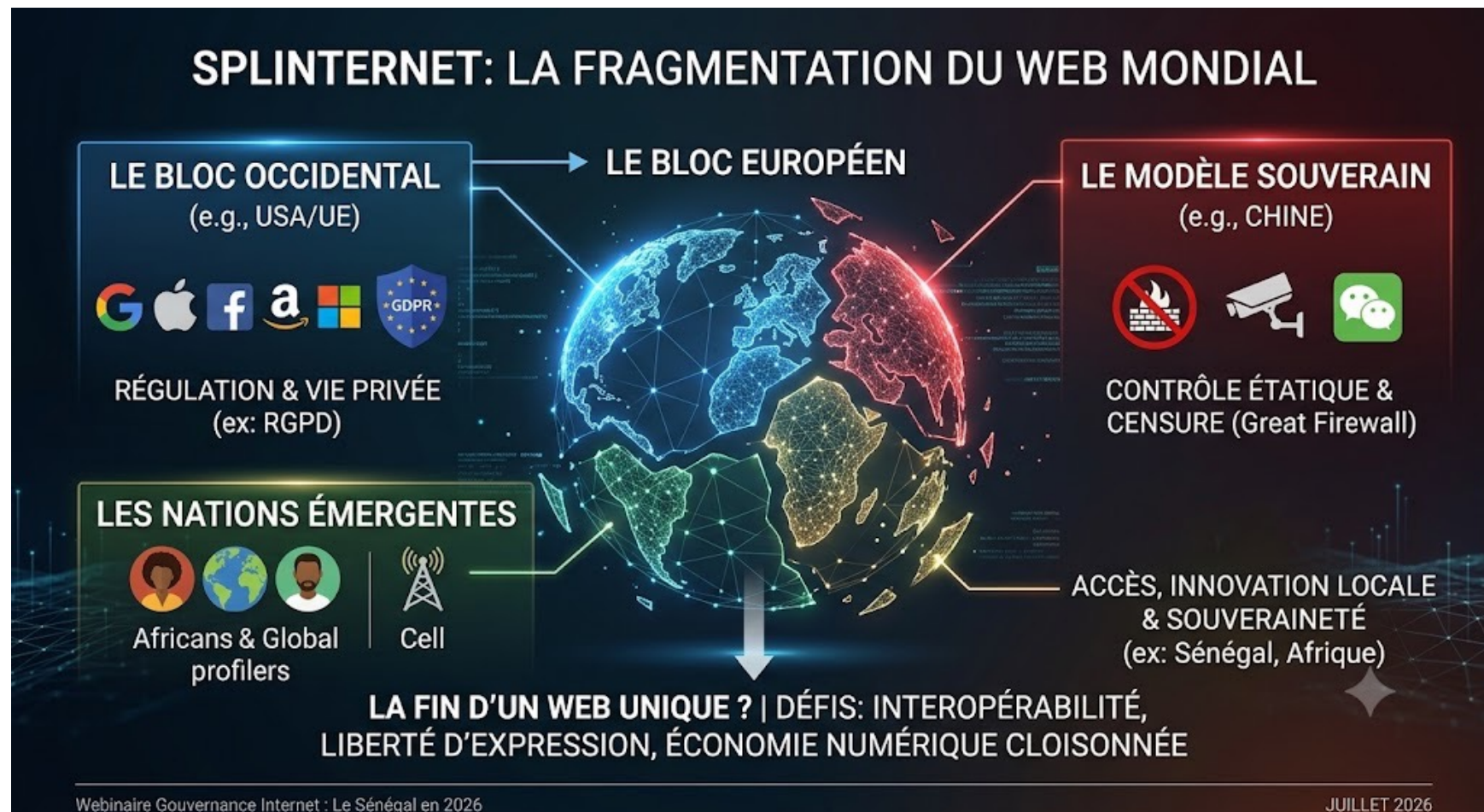


En rejoignant le **Chapitre ISOC Sénégal**, les ingénieurs, juristes, étudiants et activistes sénégalais intègrent un réseau mondial pour défendre activement l'avenir de l'Internet local.

Enjeux actuels de la Gouvernance

- **Le choc du "Splinternet"** : Fragmentation du Web mondial (bloc américain, européen avec l'implémentation stricte de l'AI Act, et le modèle souverain chinois).
- **Les nouveaux régulateurs de l'ombre** : Le rôle crucial de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) et des sommets mondiaux sur l'IA (comme la suite du Sommet de Paris) dans la définition des normes qui s'imposent à l'Afrique.
- **Le "Pacte Numérique Mondial" (Global Digital Compact) de l'ONU** : Où en est-on de son application en Afrique ?

Défis actuels de la Gouvernance



LES NOUVEAUX RÉGULATEURS DE L'OMBRE DU WEB



NORMES ÉTHIQUES ET IA



CONSORSIUMS PRIVÉS (e.g., OpenAI, Big Tech)

- Définition interne des biais
- Algorithmes de recommandation
- Éthique par conception (non-étatique)



INFRASTRUCTURE & SÉCURITÉ



- Protocoles d'interopérabilité (e.g., QUIC)
- Standards d'authentification
- Coordination mondiale de cybersécurité



MODÉRATION TRANSNATIONALE DE CONTENU



GLOBAL
INTERNET
FORUM

GIFCT



ARTICLE 19

civil society

- Filtrage automatisé
- Normes communautaires universelles
- Mécanismes de recours (indépendants/privés)

Un web de plus en plus fragmenté, régulé par des acteurs non-étatiques techniques et privés.



Webinaire
Gouvernance Internet :
Le Sénégal en 2026

JUILLET 2026

Le Pacte Numérique Mondial de l'ONU

SOMMET DE L'AVENIR



Inclusion & Infrastructures

Connecter chaque citoyen, école et hôpital d'ici **2030**. Le pacte engage les pays à investir massivement dans les infrastructures publiques numériques (IPN) ouvertes pour éliminer durablement la fracture numérique.



Espace Sûr & Protection

Fonder la sécurité en ligne sur les **droits humains**. L'accent est mis sur la lutte concertée contre la désinformation, les discours de haine, la censure gouvernementale (les coupures réseau) et la cybercriminalité mondiale.



Gouvernance de l'IA

Création d'un **panel scientifique international** sur l'IA et d'un dialogue politique mondial. L'objectif est d'assurer un développement technologique transparent, souverain, équitable et au service de l'humanité.

💡 **Perspective Sénégal :** Ce traité mondial renforce la position du Sénégal pour exiger un hébergement localisé des données (souveraineté cloud) et une participation active de la *Gainde Tech* aux bénéfices de l'économie numérique.

Les Grands Défis

- **La bataille de la souveraineté des données et du Cloud** : Face à l'usage massif des IA et des outils Cloud par l'administration et le privé, où en est la souveraineté réelle ?
 - Etat d'exploitation du Data Center national de Diamniadio et l'émergence de clouds souverains régionaux).
- **Régulation des réseaux sociaux et démocratie** : sécurité nationale, lutte contre la désinformation (infox, *deepfakes* en langues locales comme le Wolof) et respect des libertés fondamentales
 - Comment arbitre-t-on aujourd'hui la frontière entre ces enjeux
- **La Cybersécurité à l'ère de l'IA offensive** : Les infrastructures critiques (banques, énergie, télécoms) face à des cyberattaques de plus en plus sophistiquées.
 - Quel serait le rôle d'une ANC (Agence Nationale de la Cybersécurité) en 2026 ?

Opportunités pour l'Écosystème Sénégalais

- **L'opportunité des modèles d'IA souverains et locaux :** Valorisation des initiatives sénégalaises de LLM (grands modèles de langage) entraînés sur des données locales et africaines.
 - Comment la gouvernance du Web peut protéger ces innovations face aux géants de la Tech.
- **La nouvelle dynamique des infrastructures (Câbles sous-marins et 5G/6G) :** Avec l'arrivée de nouveaux câbles sous-marins sur la Petite-Côte et l'extension de la 5G,
 - comment le Sénégal peut-il transformer cette connectivité brute en valeur économique pour ses start-ups (grâce à la Zone Économique Spéciale et au statut de Hub) ?
- **La loi Start-up Act et le Financement de la Tech :** une gouvernance internet stable et prévisible
 - rassurer les investisseurs internationaux et de propulser les pépites de la *Gainde Tech* sur le marché de la ZLECAF (Zone de libre-échange continentale africaine).

Impact attendu d'ISOC Sénégal

- **Le dynamisme local** : rester Focus sur la Stratégie Sénégal Numérique (SN2025/SN2030, New Deal technologique) et le rôle d'acteurs comme l'ANSD, l'ARTP et le MTEN.
- **Économie numérique** : Plaidoyer pour une **bonne gouvernance** qui peut attirer les investissements tout en protégeant les start-ups locales.
- **Levier de compétences** : Former la jeunesse sénégalaise pour qu'elle devienne actrice (codeurs, juristes du numérique, experts en cyber) et non simple consommatrice du Web.

En Conclusion ...



Si l'Afrique et en particulier le Sénégal ne participent pas à l'écriture des règles du jeu numérique, il se feront imposer celles des autres.



La gouvernance d'Internet n'est pas qu'une affaire de techniciens, c'est un enjeu politique, économique et citoyen.



Le Sénégal dispose des talents et du positionnement stratégique pour être le leader de la gouvernance numérique en Afrique francophone.